

# Conférence-débat des anciens élèves de l'ENA France-Gabon L'Afrique et les enjeux du partenariat public-privé

R.H.A

Libreville/Gabon

Ce thème a permis aux participants de réfléchir sur l'importance des questions de développement du continent, plus particulièrement celles liées à la conception, à la réalisation, à la gestion et au financement des projets susceptibles de renforcer l'offre des biens et services, en vue d'améliorer le bien-être des populations.



Le ministre Régis Immongault lors de son intervention.



Les membres de l'association des anciens élèves de l'ENA de France-Gabon, au terme de la conférence-débat.

L'ASSOCIATION des anciens élèves de l'École nationale d'administration (ENA) de France-Gabon (AAEENAF-Gabon), en association avec une délégation de la Fédération africaine des anciens élèves de l'ENA, a organisé, récemment, à l'amphithéâtre de l'ENA de Libreville, une conférence-débat sur "Les partenariats publics-privés : quels enjeux pour l'Afrique ?".

Le choix de ce thème, peut-on lire sur la note conceptuelle, se justifie par « la forte ambition des pays africains d'accélérer leur développement économique et social, afin d'assurer la transition vers des économies émergentes dans un horizon prévisible. » A cette occasion, le ministre de l'Économie et de la Promotion des investissements, Régis Immongault, n'a pas caché l'ambition du gouvernement auquel

il appartient. « Il s'agit, en effet, d'un mécanisme de financement dont le gouvernement gabonais s'attellera à mettre en œuvre dans un environnement législatif et réglementaire serein, pour accélérer la cadence des réalisations des projets structurants », a-t-il indiqué. Compte tenu de l'ampleur des programmes et du coût élevé des investissements nécessaires à cette ambition qui dépasse lar-

gement les capacités financières des États, le Partenariat public-privé (PPP) apparaît, aujourd'hui, comme une véritable panacée pour assurer la mobilisation des capitaux privés. Pour de nombreux panélistes, la solution pour les États africains passe par le développement des PPP, soit de type institutionnel (privatisations), soit de type contractuel (concession). La volonté du gouvernement, assure Régis

Immongault, est « d'étendre désormais les PPP à d'autres secteurs, notamment les infrastructures de transports, la santé, l'habitat et les infrastructures énergétiques. » Pour y arriver, il faut que le cadre réglementaire et institutionnel soit bien régulé, afin d'éviter toute forme d'antagonisme entre les deux partenaires qui, rappelle-t-on, sont souvent soumis à des objectifs différents. Les débats de cette confé-

rence-débat se sont poursuivis lors des audiences que la Fédération africaine des anciens élèves de l'ENA a eues avec certains membres du gouvernement dont les ministres Biendi Maganga Moussavou (Promotion des PME), Paul Biyogou Mba (Développement social et familial), Madeleine Berre (Promotions des investissements privés) et la présidente du Conseil économique et social, Georgette Koko.

## Estuaire/Enquête gabonaise d'évaluation de la pauvreté II

### Une phase pilote avant la grande enquête sur tout le Gabon

F.A.

Libreville/Gabon

EN prélude à la phase pilote de l'Enquête gabonaise d'évaluation de la pauvreté II (EGEPII), qui se déroule du 15 février au 1er mars 2017, dans certaines zones de la province de l'Estuaire, la direction générale de la Statistique et des études économiques a procédé, vendredi dernier, au gouvernorat de l'Estuaire, à la sensibilisation des autorités locales. Cette rencontre avait pour objectif de prévenir ces derniers du travail qui sera entrepris dans leur localité, mais également de leur expliquer les contours de l'EGEPII. « Cette enquête nous permettra de voir l'effectivité des données techniques que nous avons mises en place dans le Document stratégique de réduction de la pauvreté en 2005, qui renseignait sur l'ampleur, l'intensité de la pauvreté au Gabon », a dé-

claré le directeur général adjoint 1, Jean Nestor Nguema Mebane. Avant d'ajouter : « Il s'agit d'une phase pilote de l'enquête qui nous permettra de voir si nous pourrions effectuer, dans quelques mois, la grande enquête sur tout le territoire national pour une durée de six mois. » Les habitants des zones des villes et départements ciblés devront répondre à un questionnaire qui leur sera transmis lors du passage des agents de la statistique. S'agissant de l'EGEPII, c'est une étude nationale qui concerne les ménages, afin de connaître le niveau de pauvreté au Gabon. Il s'agit d'une enquête dite « QUIBB » (Questionnaire des indicateurs de base du bien-être) qui intègre un volet relatif aux revenus et aux dépenses des ménages, ainsi qu'un volet prix. A celle-ci sont associées deux autres : l'enquête de la perception de la pau-



... à laquelle ont pris part certaines autorités des localités de l'Estuaire.

vreté, qui consistera à cerner la pauvreté autrement que par l'approche quantitative. Et l'enquête sur le secteur informel qui portera sur l'identification des Unités de production informelles (UPI). Les informations recueillies durant cet examen seront utiles non seulement aux gouvernants, mais aussi aux partenaires au développement, aux Organisations non gouvernementales (ONGs), aux chercheurs, etc.



Une vue des autorités locales présentes à la sensibilisation ...

DU 16 JANVIER AU 28 FÉVRIER 2017

## ENCOURAGEZ LA FRAÎCHEUR

SPLIT 9000 BTU --- 167 000 TTC	SPLIT 9000 BTU --- 193 800 TTC
SPLIT 12000 BTU --- 197 000 TTC	SPLIT 12000 BTU --- 249 900 TTC
SPLIT 18000 BTU --- 284 000 TTC	SPLIT 18000 BTU --- 365 500 TTC
SPLIT 24000 BTU --- 363 000 TTC	SPLIT 24000 BTU --- 450 500 TTC

ICESTREAM WP

**sogafrie services**

NP 2136 LIBREVILLE - T : 0241 91 79 06 63 / 06 48 06 66 / 07 14 01 64 / 07 14 01 66 / 08 22 06 65 - F : 435 11 73 76 90 37 - MOG : T : (4241) 87 34 21 90 - F : 01 80 89 83 - www.sogafrie.com - www.sogafrie.com

Nous construisons l'avenir SOGAFRIE